COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 25.10.2005
COM(2005) 531 final

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, ET AU COMITÉ DES RÉGIONS

Libérer tout le potentiel de l'Europe

Programme législatif et de travail de la Commission pour 2006

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, ET AU COMITÉ DES RÉGIONS

Libérer tout le potentiel de l'Europe

Programme législatif et de travail de la Commission pour 2006

1. INTRODUCTION

Les défis qui se dressent devant l'Europe sont clairs et urgents. La mondialisation s'est accompagnée de chances à saisir, et aussi de nouvelles exigences. La modernisation est essentielle pour maintenir à des niveaux historiquement élevés la prospérité, la cohésion sociale, la protection de l'environnement et la qualité de vie en Europe, et pour y créer les emplois nécessaires. Dans ce contexte, la meilleure manière d'agir pour l'Europe consiste à libérer le potentiel de ses citoyens et à promouvoir ses valeurs communes à l'intérieur de ses frontières et partout dans le monde. La Commission relèvera ce défi dans son programme pour 2006.

Au début de son mandat, la Commission a exposé les principaux objectifs stratégiques qu'elle entend poursuivre jusqu'à la fin de la décennie: la prospérité, la solidarité, la sécurité, et faire de l'Europe un partenaire mondial. Toujours d'actualité, ces objectifs sont confirmés et se trouvent au cœur des travaux de la Commission. Ils mettent en lumière l'équilibre nécessaire dans le travail de l'Union, c'est-à-dire l'association de différentes politiques permettant à l'Europe de tendre à la compétitivité et à la justice sociale, de protéger ses citoyens et défendre leurs libertés, de travailler sur son propre territoire et de promouvoir ses valeurs dans le reste du monde. Prendre des mesures concrètes pour atteindre ces buts, tel est le meilleur moyen de convaincre les Européens que l'Union est un élément essentiel de la solution à apporter aux problèmes de l'Europe.

Le programme législatif et de travail de la Commission pour 2006 (ci-après dénommé «programme de travail») tient pleinement compte des tendances économiques et politiques actuelles et de la position de l'Europe par rapport à plusieurs grands dossiers stratégiques. Les progrès accomplis dans ces domaines auront des répercussions majeures sur l'aptitude de l'Union européenne à se rapprocher réellement de ses objectifs en 2006.

La Commission européenne a fortement appuyé la ratification de la Constitution et a offert assistance à tous les États membres dans leurs campagnes d'information. La Constitution contribuerait beaucoup à rendre l'Union européenne plus démocratique, plus transparente, plus efficace et plus forte vis-à-vis du monde extérieur. Aussi la Commission regrette-t-elle que, dans les circonstances actuelles, il soit peu probable que ce texte soit ratifié dans un avenir prévisible. Cependant, si le débat sur l'avenir de l'Europe peut être poursuivi activement et efficacement, il comblera une lacune importante et établira des fondements solides pour bâtir l'avenir. Par son "plan D", comme démocratie, dialogue et débat, la Commission prendra une part active aux débats nationaux et leur apportera tout son soutien. Entre-temps, c'est en menant à bien les politiques dont les Européens ont besoin que l'Union européenne démontrera le mieux sa valeur.

Un accord sur les perspectives financières (négociations qu'il faut absolument s'efforcer de mener à bien pour fin 2005), aura des effets décisifs sur le travail réalisé par la Commission au profit de l'Europe élargie. L'année 2006 devrait être marquée par d'intenses préparatifs visant à ce que tous les programmes de financement soient en place et prêts à démarrer au 1er janvier 2007.

Le débat animé qui entoure ces questions ne doit pas nous détourner de l'urgente nécessité d'une action européenne. Le meilleur moyen de montrer ce dont l'Europe est capable est d'agir et de donner aux citoyens des preuves tangibles de ce que l'Europe peut leur offrir.

Le présent programme de travail expose les actions que la Commission entend mener pour réaliser ces objectifs en 2006:

- en ce qui concerne la prospérité, 2006 sera une année critique pour traduire dans les faits la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. L'Europe doit favoriser un climat permettant aux citoyens et aux entreprises de réaliser pleinement leur potentiel;

- la solidarité signifie la mise sur pied d'une Union qui favorise la cohésion, reconnaît l'existence de responsabilités communes et renforce la prospérité. Elle nous impose également de collaborer pour faire face à des défis à long terme tels que l'évolution démographique et le changement climatique;

- si l'on veut réagir aux menaces pour la sécurité d'une manière qui réponde à la demande des citoyens, il est indispensable de travailler ensemble pour combattre la criminalité et le terrorisme, promouvoir la santé et réduire le plus possible les risques;

- dans ses relations extérieures, l'Union doit continuer à s'exprimer d'une voix forte dans le monde, en mettant plus particulièrement l'accent sur la préparation des élargissements futurs, sur son voisinage et sur l'Afrique, et à utiliser son poids dans l'économie mondiale pour faire de la mondialisation une chance pour tous.

La Commission poursuit ces buts par de nombreux moyens différents. Sa mission de réglementation et de surveillance est essentielle au bon fonctionnement des marchés européens, qui doivent donner les mêmes chances à tous. Son rôle exécutif lui confère la responsabilité particulière de veiller à ce que ses programmes, de la recherche à l'aide au développement en passant par la mobilité des étudiants, donnent de bons résultats sur le terrain. Elle négocie à l'extérieur de l'Union et facilite la coopération à l'intérieur.

Nombre de ces actions actuellement en cours atteindront un stade critique en 2006. La stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi entrera dans une phase de mise en œuvre essentielle. Les bases d'une nouvelle génération de programmes seront jetées dans des domaines comme les Fonds structurels, le développement rural, l'innovation, la recherche et l'éducation. Le programme de Doha pour le développement devrait entrer dans sa phase de conclusion.

La Commission poursuit aussi ces objectifs par de nouvelles consultations, qu'elle lance afin de recueillir des avis et des idées nouvelles sur les moyens par lesquels l'Europe peut agir, et par de nouvelles initiatives visant à coordonner les politiques dans les cas où l'Europe apporte une valeur ajoutée évidente. Une liste des actions prioritaires pour 2006 figure en l'annexe au présent programme de travail. Comme en 2005, la Commission est déterminée à mener ces priorités à bien.

Par ailleurs, la Commission s'attachera à assurer la qualité de ses actions par l'application rigoureuse de principes visant à une meilleure réglementation: la simplification, la modernisation, la consultation ainsi que l'évaluation minutieuse des incidences des politiques sont des objectifs clés que la Commission intégrera à tous les niveaux dans ses travaux. L'année 2006 sera la première année d'application de la nouvelle stratégie de simplification de la Commission, caractérisée par un processus continu d'ajustement de la législation en fonction de l'évolution des besoins des régulateurs et des utilisateurs.

L'Union a également besoin, pour remédier au "déficit de communication" sur les questions européennes, d'un projet ambitieux qui devra être conçu et réalisé par toutes les institutions européennes, les États membres et la société civile. Le livre blanc sur la communication se traduira ainsi en actes concrets en 2006, soutenant par là même l'engagement de la Commission de se rapprocher des citoyens et de consolider les fondements démocratiques du projet européen.

La Commission joue un rôle clé en tant que moteur de l'action européenne. Cependant, elle n'est qu'un intervenant parmi de nombreux autres. L'Union européenne n'atteindra ses buts que si ses institutions, les pouvoirs publics nationaux, régionaux et locaux, ainsi que les citoyens eux-mêmes y contribuent ensemble. Le partenariat doit s'inscrire comme un réflexe instinctif dans l'élaboration et la mise en application des politiques communautaires.

Pour élaborer son programme de 2006, la Commission a pu tirer profit des réactions du Parlement européen et du Conseil à la stratégie politique annuelle pour 2006. Ces débats ont montré que les trois institutions poursuivent les mêmes grands objectifs et qu'elles sont d'accord, dans l'ensemble, sur les principaux axes d'intervention à suivre pour les atteindre. En particulier, le nouvel accord-cadre entre le Parlement européen et la Commission a abouti à des propositions détaillées sur la manière de traduire ces objectifs en actions concrètes. Le point de vue des autres institutions a été entièrement pris en considération lors de la mise au point du présent programme.

2. PROSPÉRITÉ

L'une des fonctions essentielles de l'action publique est de faire en sorte que les conditions propices à la prospérité soient en place dans l'intérêt des citoyens comme dans celui des entreprises. Il s'agit donc d'établir des systèmes réglementaires stables, de mener des politiques économiques adaptées, d'offrir des perspectives économiques et d'investir dans une population qualifiée et animée par l'esprit d'entreprise. En conséquence, tous les aspects concernés du travail réalisé par l'Union elle-même doivent répondre aux normes de qualité les plus élevées. La poursuite des travaux visant à susciter les conditions propres à stimuler la croissance et à créer des emplois plus nombreux et meilleurs restera au centre des tâches à accomplir par la Commission en 2006.

L'Union a exposé sa feuille de route pour la croissance et l'emploi dans la stratégie de Lisbonne. L'année 2006 sera cruciale pour la réalisation de cette feuille de route. Dans ce contexte, la Commission est investie d'un rôle particulier: suivre l'exécution de la stratégie révisée, tant à l'échelon des États membres qu'au niveau communautaire. Un partenariat avec les États membres est indispensable pour que les lignes directrices intégrées sur la politique macroéconomique, les réformes microéconomiques et l'emploi restent d'actualité et bénéficient de l'appui énergique de tous les protagonistes. La Commission rendra compte au Conseil européen, lors de sa réunion de printemps, des progrès accomplis sur le plan

national – dans le contexte des 25 programmes de réforme nationaux adoptés par les États membres – et au niveau de l'Union, elle y présentera en outre les mesures prévues par le programme communautaire de Lisbonne adopté en juillet 2005.

La connaissance et l'innovation au service de la croissance et d'emplois meilleurs

Les qualifications et la connaissance sont des atouts majeurs qui permettront à l'Europe de créer de la croissance et des emplois, mais il reste un important potentiel à libérer.

- Il est possible de favoriser la connaissance par des infrastructures essentielles. Un Institut européen de technologie (IET) pourrait, en exploitant les capacités existantes, jouer le rôle de porte-drapeau de la connaissance et de l'innovation en Europe. En même temps, la Commission effectuera tous les préparatifs nécessaires pour que le nouveau programme-cadre de recherche soit prêt à démarrer en 2007. Dans le contexte de l'initiative i-2010, un plan d'action pour l'administration en ligne visera à améliorer l'interface entre les pouvoirs publics, les citoyens et les entreprises.

- Pour produire tous ses effets, la connaissance doit pouvoir être mise en pratique. La Commission s'attachera à améliorer la mobilité géographique et professionnelle au travers de l'Année européenne de la mobilité des travailleurs et par la transparence, le transfert et la reconnaissance des qualifications dans l'Union.

Faire de l'Europe un endroit plus attrayant pour les investisseurs et les travailleurs

- L'**environnement des entreprises** européennes est fortement tributaire du bon fonctionnement du marché unique. Par conséquent, il faut continuer d'agir résolument dans des domaines comme les aides publiques, l'entrepreneuriat et le renforcement de la capacité des PME à se développer et créer des emplois. Les règles fiscales applicables aux situations transfrontalières doivent être simplifiées et rationalisées; de plus, une nouvelle génération de programmes douaniers et fiscaux sera mise en place afin d'améliorer la collaboration entre les systèmes nationaux et de simplifier leur fonctionnement, tandis qu'une stratégie sera consacrée aux moyens d'intensifier la lutte contre la fraude fiscale. La compétitivité dans des secteurs clés comme l'automobile et la défense fera l'objet d'une attention particulière, de même que les réseaux et services de communications électroniques.

- La croissance de l'Europe s'appuie sur d'autres moteurs essentiels: ses infrastructures de **transport** et son marché de l'**énergie**. Outre la préparation de la nouvelle phase dans laquelle vont entrer les réseaux transeuropéens, une nouvelle initiative favorisera le recours au fret ferroviaire dans toute l'Europe. En même temps que la réalisation du marché intérieur de l'énergie sera menée à son terme, le travail de conception de nouvelles solutions technologiques visant à répondre aux besoins énergétiques se poursuivra, en mettant l'accent sur le charbon propre et les technologies des énergies renouvelables. Le système de pointe Galileo entrera également dans une nouvelle phase de mise au point pratique.

- S'agissant de la **libre circulation** dans le marché unique, l'efficacité de la législation existante sera soumise à un examen attentif: la simplification sera poursuivie et visera à favoriser une fluidité accrue dans le marché unique et à donner un coup de fouet à la croissance. Les principes fondamentaux du marché intérieur seront promus dans les propositions législatives. En outre, des **propositions sectorielles spécifiques** concernant

les services postaux, les marchés publics, la compensation et le règlement-livraison de titres ainsi que le secteur bancaire seront examinées. Elles seront complétées par l'analyse en cours dans des domaines comme les fonds d'investissement, le crédit hypothécaire, la solvabilité des compagnies d'assurance et les partenariats public-privé.

Élargir la zone euro

- Un climat macroéconomique stable est une condition préalable à la croissance. Dans sa gestion de la zone euro, la Commission entrera dans une nouvelle phase en envisageant le futur **élargissement de la zone euro** et en évaluant dans quelle mesure les nouveaux candidats sont prêts à adopter l'euro.

3. SOLIDARITÉ

La solidarité et la justice sociale sont essentielles au fonctionnement de l'Union. Les enjeux: bâtir la société que nous voulons pour nous-mêmes et pour les générations futures; favoriser la qualité de vie et reconnaître l'existence de responsabilités partagées, comme la protection de l'environnement; promouvoir une société saine et dont les citoyens gardent confiance face au changement, pierre angulaire de la prospérité et de la sécurité.

Toutefois, nous n'y sommes pas encore. L'Europe est aujourd'hui confrontée à un certain nombre de défis, qu'elle ne pourra relever que par une action concertée et déterminée. C'est là que l'Union peut apporter une valeur ajoutée évidente. Des politiques de cohésion et de développement rural efficaces s'inscrivent dans la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. L'année 2006 sera cruciale, car elle verra la mise en place de programmes destinés, dans un souci d'efficacité, à cibler les dépenses sur la convergence et la compétitivité au cours des sept années suivantes. Les réformes dans les domaines de l'agriculture et de la pêche ont d'ores et déjà posé les jalons de la durabilité et d'une compétitivité accrue. Les services d'intérêt général revêtent une importance cruciale pour les citoyens européens et la Commission continuera d'œuvrer pour que les besoins portant sur ces services soient pleinement pris en considération dans les politiques de l'Union. Les menaces qui pèsent sur l'environnement de l'Europe revêtent une dimension transnationale et mondiale qui exige de l'Union qu'elle joue les premiers rôles.

S'attaquer aujourd'hui aux problèmes de demain

- Le **vieillissement de la population européenne** aura des incidences majeures sur notre prospérité, notre niveau de vie et les relations entre les générations. Si de nombreuses questions relèvent de la responsabilité des États membres, l'Union doit également agir. Dans le prolongement du débat lancé en 2005, la Commission présentera sa vision de la contribution que l'Union peut apporter à la lutte contre le problème du vieillissement démographique de l'Europe.

- La gestion efficace des flux migratoires est l'une des priorités les plus urgentes auxquelles l'Europe doit s'atteler compte tenu des besoins du marché du travail, mais aussi dans le contexte de la lutte contre l'immigration illégale. Il sera nécessaire, à cet égard, que l'Europe mène une action exhaustive et équilibrée, respectueuse de ses traditions humanitaires.

- Un autre défi à long terme est celui du **changement climatique**. Des catastrophes naturelles plus fréquentes et plus dévastatrices ont déjà mis en évidence le coût de l'inaction. L'année 2006 sera d'une importance critique pour les négociations multilatérales sur le climat, car c'est à ce moment-là que seront pris les engagements, en application du protocole de Kyoto, pour la période postérieure à 2012. L'Union doit également poursuivre au même rythme la mise en place des mesures relatives au changement climatique qui permettront d'atteindre ses objectifs, au travers des plans nationaux d'allocation de quotas et de mesures telles que la prise en compte du secteur aéronautique dans le système d'échange des droits d'émission. Il est également temps de faire le point sur les moyens de tirer parti des accords volontaires conclus avec le secteur automobile pour réduire les émissions de CO_2 des voitures.

Mieux gérer les ressources

- La **gestion durable de nos ressources naturelles** répond à des intérêts sociaux, économiques et environnementaux à long terme. La réforme des secteurs du vin, des fruits et légumes et des bananes marquera l'entrée du processus actuel de réforme agricole dans sa phase finale et s'inscrira dans la tendance à l'amélioration de la compétitivité.

- La récente montée en flèche des prix pétroliers a souligné l'importance pour l'Europe de disposer de sources d'approvisionnement en **énergie** sûres, compétitives et durables. Des efforts supplémentaires seront accomplis pour gérer et réduire les risques, notamment par la promotion de l'efficience énergétique et des sources d'énergie renouvelables ainsi que par l'exploration de toutes les questions relatives au développement éventuel des biocarburants.

- La gestion des ressources permet également de protéger notre patrimoine naturel. La **biodiversité** continue de se réduire, en Europe et dans le monde, sous la pression croissante de l'homme: aussi de nouvelles mesures s'imposent-elles pour enrayer la perte de biodiversité en Europe d'ici 2010, conformément à l'objectif fixé. Il faut également s'atteler à réduire les risques que les **pesticides** font peser sur la santé et l'environnement, et intensifier la lutte contre la **pollution de l'air**.

Bâtir une Europe où la cohésion est plus forte

- Le risque existe toujours que les politiques publiques soient conçues isolément, sans tenir pleinement compte des répercussions qu'elles peuvent avoir les unes sur les autres. La nouvelle stratégie **maritime** ouvrira la voie à une nouvelle démarche intégrée en matière de développement écologiquement durable d'une économie maritime prospère s'appuyant sur l'excellence des sciences et technologies marines.

- La cohésion entraîne, pour l'Union, la responsabilité de veiller à la mise en place des normes communes qui vont de pair avec l'ouverture des frontières, la mobilité et un marché unique. Il convient d'examiner le **droit du travail** actuellement en vigueur à la lumière des grandes tendances et des questions cruciales pour les années à venir; par ailleurs, il faut renforcer et moderniser la politique menée dans les domaines de **l'égalité entre les hommes et les femmes** et de **la santé et la sécurité au travail**.

- La rationalisation des méthodes ouvertes de coordination dans le domaine social, ainsi que le lancement de la coopération dans les domaines de la santé et des soins de longue durée, permettra à l'Union européenne de mieux appuyer les efforts accomplis par les États

membres pour moderniser leurs systèmes de protection sociale et pour lutter contre l'exclusion sociale.

- Alors que la mobilité se développe en Europe, les citoyens comptent sur l'Union pour proposer des solutions à de nouveaux problèmes transfrontaliers qui se posent en matière de **justice civile**, comme le divorce et les régimes matrimoniaux ou les moyens d'assurer réparation et de faire appliquer les autres décisions civiles à travers les frontières. Il convient de porter une attention particulière aux droits de l'enfant dans des domaines tels que le regroupement familial, les responsabilités parentales et la traite des êtres humains.

4. SÉCURITÉ

Il ne se passe guère de jour sans que les menaces qui pèsent sur la sécurité des citoyens nous soient rappelées. Les événements récents l'ont à nouveau montré avec une grande acuité. Les attentats à la bombe de Madrid et de Londres, les catastrophes naturelles qui ont frappé l'Europe et le monde, la menace de la grippe aviaire et le risque de pandémie de grippe humaine, les crises de l'énergie et des transports ne sont que les exemples les plus évidents de bouleversements qui ont touché la vie quotidienne des citoyens ou de risques qui sont passés du possible au probable.

Les citoyens s'attendent, à juste titre, à ce qu'une action soit menée pour lutter contre le problème dans l'Union et sur le plan mondial. Dans tous ces cas, ils comptent sur l'Union pour agir de concert avec efficacité, comme l'ont reconnu très récemment les États membres au travers du plan d'action de La Haye. Une démarche efficiente et réaliste nécessite que l'on agisse à plusieurs niveaux et par de nombreux moyens différents, parmi lesquels la prévention, la protection et la réponse.

Une Europe plus sûre pour protéger les Européens de la criminalité

- Le **terrorisme** est une menace permanente en Europe. Les attentats peuvent frapper brutalement sur tout le continent. Une meilleure coordination entre les États membres aidera à retrouver les terroristes plus efficacement et à les traduire en justice plus aisément. À la suite des attentats de Londres, les travaux se sont accélérés, et ils se poursuivront en 2006. L'Europe doit agir collectivement dans les domaines du financement du terrorisme, de l'aide aux victimes et de l'amélioration de la coordination entre les autorités chargées de l'application des lois. Il faut travailler davantage pour renforcer l'efficacité des réseaux transfrontaliers afin de lutter contre le terrorisme à la racine.

- La dimension transfrontalière de la **criminalité** organisée et les moyens élaborés dont disposent les criminels d'aujourd'hui exigent de l'Europe une action ciblée et modernisée. Dans ce contexte, il faudrait relier les autorités compétentes par un système d'information cohérent concernant les antécédents judiciaires, et revoir de manière globale la cybersécurité.

- Dans une Europe sans frontières intérieures, la sécurité des **frontières extérieures** revêt une importance essentielle et, de l'avis de tous, nécessite une action collective et des normes communes élevées en matière de surveillance tant des biens que des personnes. Des mesures garantissant une aide aux États membres qui gèrent des frontières extérieures, ainsi que la consolidation et l'actualisation de l'acquis dans le domaine de la politique des visas et des mesures douanières contribueront à l'efficacité des contrôles.

- L'Europe permet de soutenir le travail des services chargés de **l'application de la loi**. Il convient de renforcer la coopération judiciaire et policière afin de réduire les obstacles juridiques, de garantir les droits des citoyens et de faciliter l'échange d'informations et de meilleures pratiques.

Offrir une meilleure protection aux citoyens dans leur vie quotidienne

- L'amélioration de la santé, le renforcement de la confiance des consommateurs et la lutte contre les **risques pour la santé** ont des répercussions positives évidentes pour l'économie européenne et le bien-être des citoyens. Il est essentiel de mettre en place, à l'échelon européen, un ensemble de règles et d'actions efficaces encadrant les politiques relatives aux **consommateurs**. Dans le domaine de la **sécurité alimentaire**, des initiatives particulières viseront à mettre sur pied une action transfrontalière coordonnée afin de donner une dimension européenne réelle à la lutte contre les menaces. L'action menée doit également être cohérente et efficace; la sécurité alimentaire fera donc l'objet d'un programme spécial de formation, destiné à faire en sorte que les normes en matière d'exécution des contrôles s'améliorent en permanence par l'effet d'un cercle vertueux.

- Les accidents maritimes, aériens et routiers ont montré à quel point les failles dans la **sécurité des transports** ont des incidences directes sur les usagers des transports et sur les travailleurs du secteur, outre les dégâts environnementaux qu'elles entraînent. Il peut en résulter des coûts économiques importants. Le développement du rôle de l'Agence de la sécurité aérienne et de l'Agence ferroviaire apporte une réelle contribution à la sécurité dans l'ensemble de l'Europe.

- Il faut également assurer la mise en place de **réseaux de communication et** de **systèmes d'information** dignes de confiance, sûrs et fiables, préalable essentiel à une utilisation accrue des services numériques convergents.

- En outre, la Commission renforcera ses moyens de protection civile et développera la capacité de **réaction rapide** de l'Europe, appelés à intervenir dès l'apparition d'une crise majeure.

5. L'EUROPE, PARTENAIRE MONDIAL

Pour atteindre ses objectifs stratégiques, l'Europe ne peut agir seule. Qu'il s'agisse des récentes négociations sur le textile avec la Chine, de la dernière famine au Niger, de la situation en Iraq ou du processus de paix au Moyen-Orient, les événements extérieurs nous rappellent constamment que la prospérité, la solidarité et la sécurité pourraient être des objectifs européens, mais ne sauraient dépendre uniquement des résultats obtenus sur le plan intérieur. L'Europe ne peut pas se contenter de réagir au monde extérieur, elle doit prendre davantage les devants pour contribuer à le façonner.

La stabilité et la prospérité à nos frontières

- Dans la région la plus proche de nos frontières, **les négociations d'élargissement et les processus de stabilisation et d'association** avec les pays candidats et précandidats doivent se poursuivre. Les rapports de suivi concernant la Bulgarie et la Roumanie, qui seront publiés au printemps, donneront un coup de projecteur sur la phase finale du processus d'adhésion. Les négociations d'adhésion avec la Turquie et la Croatie

continueront, de même que le suivi des progrès accomplis dans tous les pays candidats et précandidats. Concernant « l'ancienne République yougoslave de Macédoine », les développements futurs dépendront de l'opinion de la Commission sur sa demande d'adhésion. Les négociations relatives à des accords de stabilisation et d'association (ASA) avec la Serbie-et-Monténégro et avec la Bosnie-et-Herzégovine se poursuivront, le but étant de les mener à bien avant fin 2006.

- S'agissant des rapports de **voisinage** de l'Union, la Commission et les pays partenaires exécuteront les plans d'action existants, dont la mise en œuvre sera analysée à la fin 2006. La politique de voisinage est une priorité clé de nos relations extérieures. Elle sera renforcée et complétée par une série de nouveaux plans d'action qui concerneront les pays bordant la mer Caspienne et la mer Méditerranée et feront partager par les nouveaux partenaires l'engagement en faveur de la stabilité et de la prospérité. Le développement, avec les pays voisins de l'Union, de marchés de l'énergie intégrés fera l'objet d'une attention particulière. La Commission jettera également les bases d'un accord institutionnel renouvelé avec la Russie et l'Ukraine et envisagera dans ce contexte la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Ukraine.

Responsabilités à l'échelle mondiale

Dans ses relations avec les **pays en développement**, l'Union européenne doit se montrer à la hauteur des ambitieux engagements qu'elle a pris récemment: si 2005 est l'année au cours de laquelle elle s'est engagée en faveur du développement, 2006 doit être l'année où elle tiendra ses promesses. Dans le prolongement du sommet du G8 et de l'engagement renouvelé vis-à-vis des objectifs du millénaire pour le développement, l'Union doit entamer aujourd'hui les travaux qui lui permettront, conformément aux objectifs qu'elle s'est fixés, d'accroître son effort financier (20 milliards d'euros de plus par an d'ici 2010) et d'améliorer la cohérence et l'efficacité de l'aide apportée collectivement par les donateurs européens, en son fondant sur la nouvelle déclaration sur la politique de développement proposée par la Commission en juillet 2005. À cette fin, la Commission poursuivra sa démarche par la réalisation d'une cartographie de l'aide de l'Union, par l'harmonisation des procédures et par des stratégies à caractère géographique en faveur des partenaires ACP et des thèmes clés tels que les droits de l'homme et la démocratie.

- L'action menée sera principalement ciblée sur **l'Afrique**. S'appuyant sur la nouvelle stratégie pour l'Afrique et sur la nouvelle déclaration sur la politique de développement de l'Union, la Commission proposera le renforcement de son partenariat avec l'Afrique dans deux domaines prioritaires, la gouvernance et les infrastructures. Comme cela a été proposé en vertu de l'accord de Cotonou révisé, le dialogue sur les questions de sécurité sera intensifié. Les négociations relatives aux accords de partenariat économique (APE) entreront dans leur phase décisive et les dispositifs feront l'objet d'un examen complet.

- L'aide à la **reconstruction et** à la **transition politique** entrera dans une nouvelle phase, marquée par une coopération accrue avec l'Iraq et par la fourniture d'une aide au développement à Gaza et en Cisjordanie, d'un soutien pour réaliser des travaux en Afghanistan et d'une assistance à la suite du tsunami. L'Europe continuera également de fournir une aide humanitaire aux victimes des crises dans le monde entier.

- La **sécurité** est un domaine étroitement lié au précédent, dans lequel de nouvelles initiatives concernant la non-prolifération et le désarmement, la sécurité des personnes et la lutte contre le terrorisme seront prises conformément à la stratégie européenne de sécurité.

Une économie mondialisée

- La mondialisation est une réalité que nous devons accepter si nous voulons rétablir une croissance dynamique et des emplois de qualité en Europe. Le **commerce** extérieur et l'**investissement** vont de pair avec l'intégration économique au sein de l'Europe. Il est temps de souligner la dimension extérieure de la compétitivité en formulant des recommandations sur le commerce et les politiques menées dans ce domaine. La conférence prévue pour décembre 2005 à Hong Kong devrait ouvrir la voie à un aboutissement ambitieux du programme de Doha pour le développement pour la fin de l'année 2006, y compris l'obtention de résultats tangibles dans les pays en développement les plus pauvres. Deuxième partenaire commercial de l'Union, la Chine nous place devant de grands défis et nous offre en même temps de grandes possibilités; cinq ans après son adhésion à l'OMC, un bilan complet sera dressé.

- L'Europe contribuera à une approche multilatérale efficiente du **développement durable** à l'échelle mondiale, notamment par l'élaboration d'un cadre pour l'action publique consacrée aux biens publics mondiaux, comme la déforestation et la gestion de l'eau. L'expérience de l'Europe dans le domaine de l'environnement, d'une part, et des moyens novateurs permettant d'allier aide publique au développement et investissement privé, de l'autre, s'associeront dans un fonds en faveur des énergies renouvelables, qui aidera les pays en développement à atteindre les objectifs du millénaire dans le domaine des équipements sanitaires et de l'énergie.

- Dans tous les domaines, un véritable **partenariat entre les institutions européennes** constitue le seul moyen de doter l'Europe d'une voix plus forte et plus cohérente dans le monde. L'Union européenne devrait s'efforcer d'accroître la cohérence et l'efficience de l'action extérieure de l'Europe, que ce soit à Bruxelles, à New York ou dans le monde entier, notamment par des échanges de fonctionnaires.

6. MISE EN ŒUVRE ET MEILLEURE RÉGLEMENTATION

La crédibilité et la légitimité de l'Union européenne passent nécessairement par une mise en œuvre efficace des politiques communautaires. Cependant, le choix d'une politique plutôt que d'une autre n'est pas le seul aspect important: la manière dont elle est conçue et appliquée compte tout autant.

En 2005, la Commission a intensifié ses travaux en cours sur l'amélioration de la réglementation pour faire en sorte que le cadre réglementaire de l'Union réponde aux exigences actuelles. Le but est de renforcer la contribution d'une réglementation meilleure à la croissance et à l'emploi, tout en continuant à tenir compte des objectifs sociaux et environnementaux et de la bonne gouvernance.

Une analyse d'impact systématique a été instaurée pour les priorités inscrites au programme de travail et de nouvelles lignes directrices ont été adoptées[1]. La Commission a passé au crible les propositions déjà présentées au Parlement européen et au Conseil pour établir leur compatibilité avec les principes d'une meilleure réglementation, ce qui aboutira au retrait de

[1] SEC(2005) 791.

68 propositions[2]. Ces mesures s'ajoutent à celles que la Commission a prises pour un tiers de ses propositions en suspens antérieures à l'année 2004. À présent, un important travail de simplification des règles existantes est en cours. Il devrait en résulter un progrès important, à savoir qu'il devrait être beaucoup plus facile, pour les citoyens et les entreprises de l'Union, de tirer parti de l'action menée à l'échelon de l'Union et de la comprendre. Au cours de cette nouvelle phase opérationnelle, la Commission va créer, sur le plan interne, une structure spécialement destinée à accélérer la mise en pratique des principes d'une meilleure réglementation, ce qui garantira la cohérence politique, un contrôle de la qualité et une évaluation en amont des questions de réglementation.

- **Subsidiarité et proportionnalité.** Le travail de la Commission sera évalué au regard des exigences de subsidiarité et de proportionnalité: l'Union ne doit agir qu'en cas de nécessité et son intervention doit être la plus légère qui soit pour atteindre ses objectifs. La Commission veillera tout particulièrement au plein respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

- **Rapport coût-efficacité, transparence et responsabilité.** Les fonds communautaires ne devraient être employés que lorsqu'ils peuvent offrir un meilleur rapport coût-efficacité que les dépenses effectuées au niveau national. En outre, les dépenses doivent être clairement justifiables, grâce à des mécanismes interinstitutionnels efficaces. Il faut mettre en place des systèmes d'audit et de contrôle adéquats, et la feuille de route visant à obtenir une déclaration d'assurance favorable de la Cour des comptes européenne continuera d'être appliquée. La protection des intérêts financiers de l'Union reste une préoccupation essentielle. De même, la Commission poursuivra son initiative européenne en matière de transparence en 2006.

- **Consultation.** Les initiatives politiques doivent être bien préparées et ciblées pour répondre aux besoins réels des Européens d'aujourd'hui. La consultation occupe donc une place centrale dans l'élaboration des politiques de la Commission. Nombre de propositions figurant en annexe au présent programme de travail sont le fruit de consultations; d'autres en lanceront de nouvelles. La Commission continuera de faire le plus large usage des outils existants pour associer les citoyens au processus décisionnel et encouragera les nouvelles formes de consultation, comme les panels de citoyens.

- **Analyse d'impact.** L'analyse d'impact garantit que la politique est mise au point en pleine connaissance des faits et en pleine conscience des incidences. Elle oriente le processus d'élaboration des politiques par une analyse ouverte des différentes options et sert de discipline pour garantir que les facteurs économiques, sociaux et environnementaux, y compris les incidences sur la compétitivité, sont pleinement pris en considération. L'analyse d'impact doit également guider le processus décisionnel interinstitutionnel, et elle explique de manière claire et accessible au public la raison d'être d'une proposition. Une analyse d'impact continuera donc d'être réalisée de manière systématique pour toutes les propositions législatives et politiques figurant dans le programme de travail pour 2006[3]; elle peut dans certains cas déboucher sur la décision de poursuivre les objectifs de manière différente ou de renoncer à les poursuivre. En outre, les analyses d'impact réalisées en 2006

---

[2] En outre, l'analyse économique sera renforcée dans le cas de cinq dossiers supplémentaires.

[3] Les seuls cas dans lesquels une analyse d'impact n'est pas nécessaire sont les livres verts et les consultations avec les partenaires sociaux; une évaluation d'impact est alors réalisée à un stade ultérieur si l'initiative est destinée à être poursuivie.

prépareront le programme de 2007. Le pendant de l'analyse d'impact est l'évaluation ex post, réalisées à intervalles réguliers pour déterminer si les politiques et programmes de l'Union ont atteint leurs objectifs.

- **Transposition et mise en œuvre.** La Commission intensifiera ses efforts en vue d'appliquer la nouvelle approche de l'application du droit communautaire[4], notamment par une coopération plus efficace avec les États membres, par des mesures préventives et, le cas échéant, par un traitement rigoureux des infractions.

- **Simplification.** La législation et les procédures communautaires doivent éviter toute complexité excessive, car celle-ci entraîne des coûts réels pour les citoyens et les entreprises. Les nouvelles propositions législatives subiront un contrôle rigoureux et il conviendra aussi de réexaminer la législation en vigueur En octobre 2005, la Commission lance une **nouvelle phase de simplification législative** (caractérisée par une approche sectorielle et une consultation plus systématique des parties intéressées) et présente un programme triennal glissant visant à revoir la législation qui fait peser un fardeau disproportionné sur les citoyens et entreprises de l'Union[5]. Le cadre de simplification mis sur pied par la Commission en 2003 est ainsi poursuivi et renforcé. La première phase portera sur les secteurs de l'automobile, de la construction et des déchets.

- **Simplification administrative.** La Commission a entamé un réexamen de ses procédures internes dans le but de les simplifier fortement; les premiers résultats de cette initiative de simplification apparaîtront en 2006, notamment dans les domaines de la gestion administrative et financière et des appels d'offres et marchés publics.

À mesure que se poursuivront les travaux consacrés aux initiatives prioritaires figurant en annexe et à d'autres initiatives politiques, ces principes de meilleure réglementation occuperont une place centrale dans les activités de la Commission. En été 2006, le programme de travail fera l'objet d'un réexamen à mi-parcours, qui permettra à la Commission de faire le point sur ces changements et, s'il y a lieu, de modifier la liste des priorités.

---

4 COM(2002) 725.

5 Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Une stratégie de simplification de l'environnement communautaire - COM(2005) 535.

ANNEX : PRIORITY ITEMS FOR ADOPTION IN 2006

I. PROSPERITY

Title English	Type of proposal or act	Description of scope and objectives	Reference number
Proposal for a Council Regulation establishing the European Institute of Technology (EIT)	Legislative Proposal / Regulation	This proposal will be presented only if the 2006 Spring European Council asks for it in the light of the Commission Communication on the same theme that will be annexed to the Commission report on the implementation of the Lisbon Strategy. In this case, the proposal will aim to establish the EIT (main functions and characteristics, structures and bodies, budget, etc.).	2006/EAC+/004
Recommendation for a European Qualifications Framework	Non-legislative action / Recommendation	The main policy objective is to establish - on a voluntary basis - a European reference framework that will facilitate transparency, transfer and recognition of qualifications in Europe. A set of common reference levels will facilitate the comparison of education and training provisions and be supported by principles for quality assurance, validation, guidance, key competences etc. The EQF will support the comparability and thus eventually also the recognition of qualifications, provide a framework for development of qualifications at sector level and support the lifelong learning of individual citizens.	2006/EAC/006
Convergence Report 2006	Non-legislative action / Commission Communication	At least every two years, the Commission and the ECB each prepare a convergence report in accordance with the procedure laid down in Article 121(1). The reports examine to which extent the Member States with a derogation have achieved a high degree of sustainable convergence on the basis of the 4 convergence criteria. The compatibility of their national legislation with Community law also forms part of the assessment.	2006/ECFIN/019
Proposal for a Council Decision under Art.122(2) abrogating the derogation for certain Member States	Legislative Proposal / Decision	If one or more Member States are deemed to fulfil the conditions for euro adoption, their derogation is abrogated by the Council.	2006/ECFIN/020
Proposal for an amendment of Regulation (EC) No 2866/98 on conversion rates to the euro	Legislative Proposal / Regulation	Council decides on conversion rates of new euro area entrants in accordance with Article 123(5).	2006/ECFIN/021
Legislative Proposal consolidating and strengthening new approach directives, policies and principles	Legislative Proposal / Decision	The main operational objectives are: Consolidating and reviewing key definitions; Enhancing mutual confidence in conformity assessment bodies and increasing transparency of the notification process by defining a Community policy on accreditation and by consolidating and reviewing designation requirements; Facilitating the notification process concerning notified bodies; Reviewing the existing conformity assessment modules; Clarifying the meaning of the CE marking and its relationship to voluntary marks; Establishing a Community framework consisting of essential requirements for national market surveillance activities; Enhancing cooperation of national market surveillance authorities; Improving the safeguard clause mechanism	2006/ENTR/001

Community Regulation concerning the free movement of goods in the non-harmonised area	Legislative Proposal / Regulation	The main policy objective is improving the functioning of mutual recognition in the non-harmonised area, by finding a solution for most of the problems set out above. Mutual recognition in the non-harmonised area of goods needs more structure so as to enhance transparency and to encourage national authorities to act more 'European'. It is also important that, in cases where mutual recognition is refused, the possibility for companies to demonstrate that the disputed product is indeed lawfully marketed elsewhere in the EU is clearly set out.	2006/ENTR/002
Communication on a competitive automotive regulatory framework	Non-legislative action / Commission Communication	The main objective is to enhance the EU industry's global competitiveness and employment, while sustaining further progress in safety and environmental performance of vehicles at a price affordable to the consumer. The main policy areas involved therefore are better regulation, competitiveness, environment and road safety.	2006/ENTR/003
Revision of Directive 88/378/EC on the safety of toys	Legislative Proposal / Directive	The main policy objectives are the simplification of the current legislation, the improvement on the safety of toys by clarifying essential safety requirements, the improvement in the functioning of the Internal Market by developing conditions for a better common approach by national market surveillance authorities in the implementation of the legislation in force.	2006/ENTR/004
Proposal for a European Parliament and Council Directive amending Directive 98/34/EC laying down a procedure for the provision of information in the field of technical standards and regulations and of rules on information society services	Legislative Proposal / Directive	To ensure that the Lisbon agenda goal of ensuring a smooth functioning of the Internal Market for services by 2010 is achieved. To eliminate potential obstacles to the Internal Market for services even before they appear, thus avoiding a posteriori and lengthier interventions and increasing the competitiveness of EU enterprises. To adjust the standardisation part of the Directive to the latest developments in this area.	2006/ENTR/006
Communication Financing Growth - the European Way	Non-legislative action / Commission Communication	The Communication aims at specifying concrete actions contributing to the growth of the European innovative firms, in particular SMEs and mid-sized firms, by spreading good practices and policy learning in access to finance. In particular the new Member States, where the financial sector development is behind that of EU-15, can benefit from an open policy dialogue process. The Communication also aims to outline actions that would contribute to enhancing the single market by identifying and removing obstacles from cross-border investment. So far, the Member States have regularly confirmed their commitment to ease the access to finance, but have mainly focused on national solutions.	2006/ENTR/007
Communication on Defence Industries and Markets	Non-legislative action / Commission Communication	The Commission wants to encourage the competitiveness of the European defence sector. Appropriate market legislation and substantial R&D programmes are the main tools to achieve this objective.	2006/ENTR/008
Communication on the functioning of the regulatory framework for electronic communications and services	Non-legislative action / Commission Communication	Provides a report on the functioning of the regulatory framework for electronic communications and services and launches a public consultation on possible review.	2006/INFSO/001

Communication on eGovernment	Non-legislative action / Commission Communication	The objective is to propose an Action Plan for 2006-2010 widely supported by Member States and Commission services that work on eGovernment related activities, as announced in the i2010 Communication.	2006/INFSO/003
Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council amending Directives 89/665/EEC and 92/13/EEC as lastly modified, on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to the application of review procedures to the award of public contracts	Legislative Proposal / Directive	L'objectif est d'encourager davantage les entreprises communautaires à soumissionner dans n'importe quel Etat membre de l'Union, en leur donnant la certitude qu'elles pourront, si nécessaire, engager des recours efficaces dans le cas où leurs intérêts auraient été lésés lors de procédures de passation de marchés de travaux, de fournitures ou de services. La proposition de directive vise à améliorer certaines dispositions des directives « recours » sans changer les principes qui ont inspiré leur adoption. En outre, la proposition de directive prendra essentiellement la forme d'un renforcement des procédures ou mécanismes existants en particulier par la mise en place de recours efficaces contre les marchés passés illégalement de gré à gré. Par ailleurs, les développements jurisprudentiels récents appellent une clarification voire une précision du cadre législatif existant, afin d'assurer une sanction effective, proportionnée et dissuasive des violations du droit communautaire des marchés publics.	2006/MARKT/002
Commission White Paper on the Integration of the EU Mortgage Credit Market	Non-legislative action / White Paper	White Paper on mortgage credit announcing any initiatives to be proposed by the Commission to promote the creation of an EU mortgage credit market, based on the results of wide-spread consultation following the 2005 Green Paper 'Mortgage Credit in the EU'.	2006/MARKT/003
White Paper on the next steps towards an efficient investment fund market	Non-legislative action / White Paper	The Green Paper on the enhancement of the EU framework for investment funds was published in July 2005. It presented an analysis of the European market for investment funds and an assessment of the ability of the EU regulatory framework in the area (UCITS Directives) to achieve its objectives in the current context. It also launched a debate on a series of options that could improve the functioning of the fund market. Drawing on a long process of consultation, research and impact assessment, the White Paper will present the concrete actions to be taken in order to achieve a more efficient market for investment funds.	2006/MARKT/004
Directive of the European Parliament and of the Council on clearing and settlement in the securities field	Legislative Proposal / Directive	The proposal could provide a common regulatory framework to achieve an efficient, integrated and safe market for securities clearing and settlement, thus increasing market liquidity, reducing costs of capital and increasing EU growth. Currently several barriers, of different nature, generate inefficiency and increase costs for most of the cross-border securities settlements.	2006/MARKT/005
Proposal for the full accomplishment of the Internal Market for Postal Services	Legislative Proposal / Directive	The objective of the proposal is to progress the accomplishment of the internal market for postal services while ensuring the provision of universal postal services for all users, irrespective of their location in the Union. The scope of the proposal will include, if it is appropriate, confirmation of the date of 2009 for the full accomplishment of the postal internal market (i.e. opening of remaining postal monopolies to competition) and may include, in addition, measures intended to ensure the provision of universal postal services, the protection of users in conditions of undistorted competition in the market.	2006/MARKT/006

Proposal to review Article 16 of Directive 2000/12/EC of 20 March 2000 relating to the taking up and pursuit of the business of credit institutions (review of the supervisory approval process for major shareholdings)	Legislative Proposal / Directive	Article 16 of the European Banking Directive allows supervisors to effectively block proposed mergers and acquisitions of banks in their jurisdiction on prudential grounds. The review of Article 16 seeks to clarify the process and procedures that should be followed by supervisors, in order to ensure clear, transparent and equitable treatment by all European supervisors in relation to proposed mergers and acquisitions of banks.	2006/MARKT/007
Recommendation from the Commission - Fair compensation for private copying: copyright levies reform	Non-legislative action / Recommendation	Reform of copyright levies applied to equipment and media used for private copying by consumers and others.	2006/MARKT/008
Interpretative Communication on the application of Article 296 of the Treaty to Defence Procurement	Non-legislative action / Commission Communication	The fragmentation of the European defence market is among other things due to the uncertainty on how to apply article 296 of the Treaty, which allows MS to derogate from Public Procurement rules when essential security interests are at stake. In the context on a more global initiative aimed at opening up defence procurement markets, an Interpretative Communication would clarify the criteria to be used in order to asses whether the conditions for the application of this derogation are met.	2006/MARKT/012
European Transparency Initiative	Non-legislative action / other	The goal of the initiative is to increase transparency (e.g. use of Community funds, lobbying)	2006/SG+/008
Decision on the renewal of an Action Programme for Customs in the Community (Customs 2013)	Legislative Proposal / Decision	The Customs 2013 programme is the successor of the Customs 2007 programme and has as objective to further improve cooperation between tax administrations. The Customs programme will continue to develop and modernise the trans-European computerised systems that underpin the implementation of customs policy. The Customs 2013 programme will tackle a number of new challenges, such as securing the supply chain and support for the use of a common risk management system, while promoting the incorporation of risk management into all aspects of customs work. Customs 2013 will continue to support activities to protect traders from piracy and counterfeiting. The Customs programme will also support the further development of initiatives to set up a paperless electronic customs environment while underpinning indispensable initiatives such as modernisation and simplification of the customs legislation.	2006/TAXUD/001
Decision on the renewal of a Community programme to improve the operation of the taxation systems in the internal market (Fiscalis 2013)	Legislative Proposal / Decision	The Fiscalis 2013 programme will continue to support initiatives that focus on improving the proper functioning of taxation systems in the internal market by increasing cooperation between participating countries, their administrations and officials. It will raise awareness of relevant Community law and encourage Member States to share experience of implementing Directives. The programme will also encompass tools to help combat harmful tax competition and tax fraud, both within the EU and in relation to third countries. To support administrative cooperation and mutual assistance between tax administrations, the programme will develop and modernise the trans-European computerised networks required for the exchange of information for control purposes, such as the VAT Information Exchange System (VIES) and the Excise Movement Control System (EMCS).	2006/TAXUD/002

Communication to the Council and the European Parliament on a strategy to improve the fight against tax fraud	Non-legislative action / Commission Communication	The purpose of the communication is to launch a debate on an overall anti-tax fraud strategy at EU level. The responsibility for control and anti-fraud work is clearly a matter for the Member States. The role of the Commission is to provide an appropriate legislative framework at Community level and to facilitate co-operation between Member States. A communication is therefore the appropriate tool to launch the debate. However, achieving the objective of the anti-fraud strategy will probably require both legal and non-legal activities at a later stage	2006/TAXUD/003
Commission Communication on the implementation of a dedicated European rail freight network	Non-legislative action / Commission Communication	Promoting the development of the rail transport (in particular the rail freight transport) and creating an integrated European railway area. Facilitating the internal rail freight market. Developing performing rail freight corridors on the trans-European rail network. Focusing Community funding on identified bottlenecks. Encouraging cooperation between infrastructure managers to increase the quality and efficiency of cross-border rail freight traffic by developing international timetabling, tailor-made paths.	2006/TREN/003
Communication on transport logistics to facilitate intermodal transport	Non-legislative action / Commission Communication	Freight Transport is more crucial for Europe's industrial competitiveness than for its international competitors because of our unique geography; mountains, seas, peripheral regions, location of production and population etc. The growth in international trade, enlargement and changes in logistics processes mean that freight transport continues to grow faster than GDP. Action that could be considered includes: - Support the development and use of advanced ICT, - Set standards for intermodal transport and logistics systems and services, - Improve intermodal liability, - Examine means (technical, legal, financial) to promote intermodal transport more actively, - Improve logistics education and training, - Ensure fair competition between the modes, - Expand support for alternative services and innovation, - Enhance co-operation between industry, service providers and policy makers, - Ensure widespread dissemination and take up of best practice.	2006/TREN/010
Galileo future applications	Non-legislative action / Commission Communication	The European satellite navigation infrastructure will provide initial positioning services as from 2008. The use of this technology in all sectors of modern economies will generate by 2020 a global market of some 300 billion euros, with 3 billion receivers in use in a wide range of electronic devices. Some 150.000 highly qualified jobs will be created, contributing to the Lisbon objectives. Applications spanning the whole EU territories can easily be implemented in view of the exploitation phase. Coordinated actions and standards have to be developed in order to take the full benefits of this pan-European positioning and timing technology. Public administrations can make use of the positioning service through a set of regulated applications. An assessment of the feasibility of several regulatory measures and their impact is necessary.	2006/TREN/025
Communication on Clean Coal Technologies	Non-legislative action / Commission Communication	Stimuler le développement technologique et la démonstration à l'échelle commerciale des nouvelles technologies du charbon propre et, en particulier, par l'amélioration du rendement énergétique des centrales électriques utilisant ce combustible ouvrant la voie à la capture et au stockage du CO2.	2006/TREN/026

Intermediate overall assessment of the measures advocated in the White Paper "European Transport Policy for 2010: time to decide"	Non-legislative action / Commission Communication	The Commission's White Paper established a mid-term review in 2005 to check whether its objectives and precise targets were being attained or whether adjustment need making. As the original instrument used was a Communication from the Commission, the mid-term review has to be same kind of instrument	2005/TREN/011

II SOLIDARITY

Title English	Type of proposal or act	Description of scope and objectives	Reference number
Council Regulation amending Regulation (EC) No 404/93 on the common market organisation for bananas	Legislative Proposal / Regulation	A review of the common market organisation (CMO) for bananas is envisaged based on the findings of an ongoing evaluation, in particular as concerns the aid scheme to the EU banana producers, also taking account of the new import system to be in place as of 2006. The main objectives of the review are to maintain an acceptable balance at the level of marketing of the three sources of supply of the Community market (EU production, ACP and dollar banana imports), to improve the efficiency of EU production, to provide fair prices to EU consumers, to support the sustainable development of the producing areas and to promote environmentally-friendly methods of cultivation and processing.	2005/AGRI/003
Council Regulation amending Regulations Nos 2200/96, 2201/96 and 2002/96 on the common market organisation of fresh and processed fruit and vegetables	Legislative Proposal / Regulation	The reform of these sectors is part of the overall CAP reform process. The main objectives of the reform are to improve the competitiveness of processed fruits and vegetables industry through a more market orientated policy, while taking into account the important role of the sectors concerned in employment in rural areas; to update and upgrade the current instruments of the Common Market Organisation (CMO) for fresh products; to decrease trade distorting agricultural support; to remove useless rules, to simplify and clarify the remaining regulations.	2006/AGRI/002
Commission Communication on reform of the common market organisation for wine	Non-legislative action / Commission Communication	The common market organisation for wine is one of the last agricultural sectors to undergo a significant reform in order to address a number of problems. The Commission Communication will set out orientations for the legislation aiming mainly to improve the competitiveness of the EU-produced wine, to reach a balance between supply and demand, to develop better instruments for a better knowledge and monitoring of the market, to simplify and clarify legislation, to ensure that wine production in Europe is sustainable, and to preserve the authenticity and character of the product. The Communication will be accompanied by an impact assessment and will later be followed by a proposal for a Council Regulation.	2006/AGRI/003

Communication from the Commission to the Council and the European Parliament on the future prospects for biofuels	Non-legislative action / Commission Communication	The Communication will present the result of reflections on the question of measures to promote the production of biofuels, including such production in less developed third countries.	2006/AGRI/019
Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions "Growth, prosperity and solidarity in an equal and democratic society: a roadmap for equality between women and men"	Non-legislative action / Commission Communication	Despite progress made in the last decades towards equality between women and men, several gender gaps in employment, unemployment, pay, decision making positions, as well as the phenomenon of violence against women and trafficking still remain. This Communication will represent the road map on gender equality and will define objectives and actions for EU policies in order to achieve gender equality, and to tackle remaining problems and obstacles.	2006/EMPL/001
Communication from the Commission on a new Community strategy on health and safety at work 2007-2012	Non-legislative action / Commission Communication	The new Community strategy on health and safety at work for the period 2007-2012 will build on the current strategy and on the evaluation of its results by combining a variety of instruments: up-dating and simplifying legislation, social dialogue, progressive measures, development of new instruments to help the implementation of legislation, economic incentives and on building partnerships between all players in this policy area. The objectives will be increased productivity and quality of work, in line with the Lisbon strategy, through a reduction of occupational accidents and absenteeism due to poor health.	2006/EMPL/002
Green Paper on the evolution of labour law	Non-legislative action / Green Paper	As announced in the Social Agenda, the Green Paper is expected to launch a wide debate in Europe involving EU institutions, Member States, social partners and experts with the aim of establishing conclusions about the main trends in the recent evolution of labour law, both at EU and national level, and identifying the most crucial and urgent issues.	2006/EMPL/003
Communication on the demographic future of Europe	Non-legislative action / Commission Communication	The Communication will present a synthesis of the replies to the 2005 Green Paper on ageing, the first results of the analytic studies prepared under the pilot action of the EP (Walter initiative) and the Commission's proposals for further action in this domain.	2006/EMPL/004
Thematic Strategy on the Sustainable Use of Pesticides	Legislative Proposal / Directive	The Strategy will propose a number of measures and initiatives with the objective of a reduction of the impacts of pesticides on human health and the environment in order to achieve a more sustainable use of pesticides as well as a significant overall reduction in risks and of the use of pesticides consistent with the necessary crop protection. Justification for rescheduling: postponed from 2005 awaiting revision of SANCO directive 91/414 which is now foreseen for 2nd qtr 06 (Ref. 2003/SANCO/061). Communication with proposal for Framework Directive (Communication - option consultation ESC/CoR; Framework mandatory)	2004/ENV/003
Communication - Halting the decline of biodiversity by 2010	Non-legislative action / Commission Communication	The Communication will lay down a road map on priority objectives and actions to meet the EU and global objectives, set by heads of state and government, relating to halting (EU) and significantly reducing (global) the decline of biodiversity by 2010. The European Council 2003 and 2004 has called for accelerated action in this regard. ENV Council (28 June 2004) called for a report to Council and Parliament as early as possible in 2004, taking account of the ongoing biodiversity policy review process and in particular the 'Message from Malahide' (which comprises stakeholder consensus on objectives and targets towards achieving the overall 2010 objective).	2005/ENV/011

Green Paper on adaptation to climate change	Non-legislative action / Green Paper	The Green Paper will help identify areas where action is needed at Community level to support the EU's adaptation to the increasing adverse effects of climate change. The need to consider EU-level action on adaptation was flagged in the Commission Communication "Winning the Battle against Global Climate Change".	2006/ENV/012
Communication from the Commission to the Council and the European Parliament: Results of the review of the Community Strategy to reduce CO2 emissions from cars.	Non-legislative action / Commission Communication	The Community's strategy to reduce CO2 emissions from cars will be reviewed and new options to complement existing measures, including the current voluntary agreements with car manufacturers will be examined. The aim is to reach an improved fuel efficiency. The results of this review will be presented and proposals on the way forward will be made.	2006/ENV/013
Revision of Directive 2001/81/EC of the European Parliament and of the Council of 23 October 2001 on national emission ceilings (NEC) for certain atmospheric pollutants	Legislative Proposal / Directive	The revision of the NEC Directive is the key legislative initiative that will make concrete the environmental and health objectives set out in the Thematic Strategy on Air Pollution up to 2020. Limit emissions of acidifying and eutrophying pollutants and ozone precursors to improve the protection in the Community of the environment and human health against risks of adverse effects from acidification, soil eutrophication and ground-level ozone and to move towards the long-term objectives of not exceeding critical levels and loads and of effective protection of all people against recognised health risks from air pollution by establishing national emission ceilings, taking the years 2010 and 2020 as benchmarks, and by means of successive reviews.	2006/ENV/016
Modification of Directive 2003/87/EC in order to include aviation in the EU Emissions Trading Scheme	Legislative Proposal / Directive	Amend the existing legislative framework to incorporate aviation emissions into the EU Greenhouse Gas Emissions Trading Scheme (ETS).	2006/ENV/017
Green Paper on a future European Union Maritime Policy	Non-legislative action / Green Paper	The Green Paper on an all embracing EU Maritime Policy will present the state of the art of integrated sea related policies. It shall set out options for a more holistic approach of the EU and its Member States for policies relating to the sea.	2006/FISH/001
Proposal for a Regulation on the applicable law and jurisdiction in divorce matters	Legislative Proposal / Regulation	There are currently no Community rules in the field of applicable law to divorces. The main policy objective is to provide solutions that enhance legal certainty and flexibility and meet the legitimate expectations of the citizens according to the Hague Programme. The choice of the Regulation will ensure the achievement of these purposes.	2005/JLS/187
Green Paper on the conflict of laws in matters concerning matrimonial property regimes, including the question of jurisdiction and mutual recognition	Non-legislative action / Green Paper	The objective is to launch a wide consultation of interested subjects on legal and practical issues arising in international situations in the area of property rights of married and unmarried couples.	2005/JLS/188
Communication from the Commission to the European Parliament and the Council on future priorities for the common policy on illegal immigration	Non-legislative action / Commission Communication	The strategic objectives of an efficient handling of the EU borders and ensuring the highest level of security at the external borders are partially fulfilled through the objectives of this legal instrument. The operational powers, which should be conferred to the seconded national experts/border guards, are a minimum requirement in view of providing effective assistance to the requiring, host MS. With these powers the guest border guards contribute to reduce the risks and prevent the threats at those stretches of the EU external borders, which are under more intense threat.	2006/JLS/005
Green Paper on Enforcement: A European system for the attachment of bank accounts	Non-legislative action / Green Paper	The objective is to launch a wide consultation of interested parties on how to improve the enforcement of monetary claims in the EU. The Green Paper describes the current legal situation and proposes the creation of a European System for the attachment of bank accounts as a possible solution. Different options are proposed as to the specific features of such a system.	2006/JLS/006

European elections 2004: Commission Communication on the participation of the Union citizens in the Member State of residence (Directive 93/109/EC) and on the electoral modalities (Decision 76/787/EC as amended by Decision 2002/772/EC)	Non-legislative action / Commission Communication	Firstly, the Communication will assess the application of Directive 93/109/EC on the voting rights of the Union citizens in their Member State of residence in the June 2004 elections to the European Parliament. The Report will draw the attention of the European Parliament to the question concerning publication of results of elections in Member States with the view of amending the relevant provision to be clear and to be implemented in a uniform way, which is not the case at the moment. It will be up to the European Parliament to contemplate the appropriateness of any legislative initiative.	2006/JLS/008
Communication on the implementation of the rights of the child	Non-legislative action / Commission Communication	The Communication intends to set a framework where concrete actions will allow the implementation of the rights of the child within the European Union. Also, the defence of children's rights in the external Policy of the Union will be included. The action plan included in the Communication should help the Union and the Member States to fulfil their obligations vis-à-vis the UN Convention of the Rights of the Child.	2006/JLS/009
Green paper on drugs and civil society in the EU	Non-legislative action / Green Paper	Produce a Green paper to provide a framework for working with the civil society in the drugs field at the EU level. Ensure effective implementation of actions n° 3 (1) and 3 (2) of the EU Drugs Action Plan 2005-2008.	2006/JLS/007
Proposal for a Council Regulation concerning Community Financial Contributions to the International Fund for Ireland (2007-2008)	Legislative Proposal / Regulation	Article 5 of Council Regulation (EC) No 177/2005 of 24 January 2005 establishes that by 31 March 2006 the Commission shall submit a report to the Budgetary Authority, assessing the results of the activities of the Fund & the need for continuing contributions beyond 2006.	2006/REGIO+/006
Proposal for a Council Decision on Strategic Community Guidelines on Cohesion	Legislative Proposal / Decision	Définition des priorités de la Communauté en matière de cohésion économique, sociale et territoriale.	2005/REGIO+/013
Proposal for a Directive amending Council Directive 91/414/EEC concerning the placing of plant protection products on the market	Legislative Proposal / Directive	Adaptation to technical progress and re-organisation of regulatory provisions concerning the placing of plant protection products on the market. Commitment of the Commission in its progress report to Council and European Parliament (COM 444(2001)final).	2003/SANCO/61
Package of proposals aiming to reinforce the position and the normative framework of inland waterway transport, namely: (1) Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council establishing a European institutional framework for inland waterway transport; (2) Proposal for a negotiation mandate aiming at allowing third countries to participate in the institutional framework and, if possible, to establish a common normative framework between the EU and third countries	Legislative Proposal / Regulation	Le renforcement du cadre institutionnel, p.ex. l'établissement d'une Agence européenne pour la navigation intérieure, devrait inscrire le transport fluvial dans le cadre d'une politique des transports plus stratégique. Une telle agence devrait concentrer les aptitudes et ressources disponibles et éviter les doubles emplois dans les travaux de différents organismes, tout en combinant des missions différentes afin de susciter des synergies. En utilisant le cadre communautaire comme seul cadre approprié, la prise de décisions et l'établissement de règles communes seront facilités. Dans l'objectif de permettre la participation des Etats tiers intéressés dans les travaux de l'agence, et de parvenir à un cadre réglementaire harmonisé en Europe, l'établissement de l'Agence devra être accompagné par des accords bi- ou multilatéraux avec des pays tiers.	2006/TREN/009
Action Plan on energy efficiency	Non-legislative action / Commission Communication	L'énergie est au cœur de notre système économique et pourtant l'Europe doit importer 50% de ses besoins énergétiques, soit une facture annuelle de 240 milliards d'euros. Si rien n'est fait, ce sera 70% en 2030 alors que le prix du pétrole s'envole. La maîtrise de notre consommation d'énergie est indispensable si l'on veut réduire cette dépendance énergétique. C'est pourquoi l'efficacité énergétique est une des priorités de la stratégie de Lisbonne pour une Europe plus compétitive. Suite au débat public lancé cette année avec le	2006/TREN/032

		Livre vert sur l'efficacité énergétique, cette communication définira un plan d'action visant des économies d'énergie de l'ordre de 20% d'ici 2020.	
Green Paper on a secure, competitive and sustainable energy policy for Europe	Non-legislative action	The Green Paper will prepare the Communication on this subject which will be issued later in the year. The intention is to give the widest possible consultation pursuant to Better Regulation.	2006/TREN/XXX

III SECURITY

Title English	Type of proposal or act	Description of scope and objectives	Reference number
Communication on a strategy for a secure information society "Strengthening Trust in ICT"	Non-legislative action / Commission Communication	The strategy will propose a general framework for future activities in the field of internet, network and information security. It will take stock of actions already taken and identify areas where an action at EU level can provide particular added value, while respecting subsidiarity and activities already undertaken by Member States. It will also provide a link to further security related activities planned for 2006.	2006/INFSO/002
Proposal for a Decision on a computerised system of exchange of information on criminal convictions	Legislative Proposal / Decision (CFSP/JHA)	La décision aura pour objectif de créer les bases nécessaires à la mise en place d'un mécanisme européen informatisé permettant d'échanger les informations contenues dans les registres nationaux.	2004/JLS/116
Council Decision creating a European Law Enforcement Network in the fight against terrorism (LEN)	Legislative Proposal / Decision	Pursuant to the Communication of the European Commission on Preparedness and the Consequence Management in the Fight against Terrorism the Commission proposes additional measures to strengthen the existing instruments on civil protection and consequence management. The intention of the Commission is to establish a law enforcement alert mechanism (the Law Enforcement Network, LEN) to be hosted by Europol and connected with other European rapid alert and rapid response systems managed by the Commission (notably ARGUS) whilst respecting national competences.	2005/JLS/077
Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a Community Code on short stay visas	Legislative Proposal / Regulation	One of the fundamental components of further development of the common visa policy as part of a multi-layer system aimed at facilitating legitimate travel and tackling illegal immigration through enhanced harmonisation of national legislation and handling practices at diplomatic and consular posts (as defined in the Hague Programme), is the establishment of a "common corpus" of legislation. Therefore it is necessary to consolidate, update and develop the current acquis. As current legal instruments is a mixture of Community rules and administrative and practical provisions, a proper "Visa Code" is to be drafted and accompanied by practical guidelines for the operational implementation of these rules.	2006/JLS/002
Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council in view of setting up the powers and the financing of teams of national experts of Member States to provide	Legislative Proposal / Regulation	Based on the results of the study on the powers of the MS border guards, whose final report should be ready end of 2005, the proposal of the EP and Council legal instrument aims to set up powers and financing for the border guards, when seconded in another MS. The objective is to enable the MS border guards to provide effective assistance to their colleagues of the requesting,	2006/JLS/003

technical and operational assistance to Member States in the activities dealing with the control and surveillance of the external borders in the framework of the European Agency for the Management of Operational Cooperation at the External Borders of the Member States of the European Union		host MS, since they should receive the appropriate powers in view of executing the regular tasks linked with the control and surveillance of the external borders. Furthermore the draft act should define the financial framework for enacting such a programme of technical assistance between the MS border guards.	
Proposal for a Framework Decision on Conflicts of Jurisdiction and the Principle of ne bis in idem in criminal proceedings	Legislative Proposal / Framework decision (JHA)	The proposal aims to create a mechanism which would facilitate the choice of jurisdiction in criminal proceedings in situations where two or more Member States could be interested to prosecute the same case. It would also aim to clarify the scope, applicability and the interpretation of certain elements / definitions of the current rules on the trans-national EU principle of ne bis in idem, which are found in Articles 54-58 of the Convention Implementing the Schengen Agreement (CISA).	2006/JLS/010
EU Action Plan on public private partnership for combating crime and terrorism	Non-legislative action / Other	To establish a recommended model for public private partnerships against crime and terrorism at the EU level.	2006/JLS/012
Proposal for a modification of the Council Framework Decision on Combating Terrorism, in particular to make the transmission of expertise in explosives/bomb-making for terrorist purposes a crime	Legislative Proposal / Framework decision (JHA)	The proposal is intended to continue making life difficult for terrorists or would-be terrorists by making the intentional transmission of expertise in the making of bombs and explosives for terrorist purposes a crime under the Framework Decision. This Proposal would also tie in with the policy being developed by the Commission in the field of violent radicalisation as the transmission of such expertise could be one aspect transforming persons having violently radical views into terrorists or as a way for terrorist groups/networks to recruit new people.	2006/JLS/013
Communication on a European Cyber-security and Cybercrime policy	Non-legislative action / Commission Communication	A comprehensive update of the Commission's cybercrime policy, including issues related to protection of the critical information infrastructure, terrorist use of the internet, identity theft, pan-European admissibility of electronic evidence, combating on-line child pornography, etc.	2006/JLS+/015
First implementation report of the Hague Action Plan – Scoreboard Plus	Non-legislative action / Other	The objective is to develop and produce a yearly report that focuses on the correct and timely transposition of legislative acts adopted and on the effective implementation of measures agreed.	2006/JLS/016
Communication on the objective and impartial evaluation of the implementation of EU measures in the field of Freedom, Security and Justice.	Non-legislative action / Commission Communication	The main objective is to improve policies in the area of freedom security and justice through the establishment of a mechanism, which provides for effective evaluation of the implementation and results of policies in this area.	2006/JLS/017
Commission Communication on organ donation and transplantation in the EU	Non-legislative action / Commission Communication	Organ transplantation is currently a common technique used in medicine. Transplants are in many cases the only treatments to end stage organ failures. This process is not risk free to the donor and the recipient. The Commission, under article 152 of the Amsterdam Treaty, has the right to establish the necessary measures for setting high standards of quality and safety of organs. Organ transplantation is a very complex area that only could be addressed successfully taking into account all the elements.	2005/SANCO/006
White Paper on "Better training for safer food"	Non-legislative action / White Paper	The heart of the problem is a lack of a harmonised approach to the design and developments of national control systems. The WP on Food Safety placed particular emphasis on this and clearly indicates the need to address the issues with appropriate actions to achieve a high standard of consumer protection across the EU. The EP and the Council, on 29 April 2004, adopted	2005/SANCO/024

		Regulation (EC) No 882/2004 on official controls which identifies training as a key issue. Article 51 of the Regulation empowers the Commission to develop training programmes for staff of competent authorities of the Member States, which may be open to participants of third countries, in particular developing countries. This action will develop a White Paper on a Community training strategy in the area covered by Regulation (EC) No 882/2004.	
Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council amending Regulation (EC) No 1774/2002 on animal by-products	Legislative Proposal / Regulation	The key objective is to review the health rules on ABPs taking into account the experience gained in applying Regulation 1774/2002. Removing disproportionate provisions and clarifying the scope of the Regulation would lead to a clear text, making the measures more effective and efficient. The review will reduce unnecessary burden and negative impacts, increasing benefits by simplifying and avoiding duplication of administrative procedures for national authorities and operators.	2005/SANCO/058
Green Paper on the Review of the consumer protection regulatory framework (acquis)	Non-legislative action / Green Paper	Green paper will launch the public consultation in order to allow the Commission to: - analyse the transposition and application of the eight consumer directives constituting the acquis by the MS - start a comparative law analysis of the relevant national laws - identify regulatory problems and internal market barriers. The final purpose is: to rationalise and simplify the acquis in order to get rid of possible inconsistencies, overlaps, internal market barriers and distortions of competition, in order to complete the internal market and achieve better consumer protection.	2006/SANCO/007
Commission Communication on a coordinated approach in Europe to tackle alcohol-related harm	Non-legislative action / Commission Communication	Council Conclusions of 5 June 2001 on Community strategy to reduce alcohol-related harm invites the Commission to come forward with measures in this respect. The Council reiterated the invitation on 2 June 2004. The main policy objective is to reduce the health and social harm due to alcohol consumption and contribute to higher productivity and a sustainable economic development in EU in line with the objectives set out in the Lisbon Strategy.	2005/SANCO/032
Extension of the competences of the European Rail Agency - Amendment of Directive 2004/59/EC	Legislative Proposal / Directive	La longueur et le coût des procédures nationales d'homologation des locomotives ne sont pas optimales. Il convient d'examiner les modalités de participations de l'agence ferroviaire pour faciliter/améliorer les procédures actuelles en favorisant les reconnaissances mutuelles.	2006/TREN/005
Communication on the protection of critical transport and energy infrastructure	Non-legislative action / Commission Communication	To reduce the likelihood of European critical transport and energy infrastructure being lost or damaged by identifying it and ensuring its adequate protection.	2006/TREN/011
Communication on minimum maritime labour standards	Non-legislative action / Commission Communication	The general objective is to explore the integration of ILO consolidated Convention, possibly through an agreement of social partners, in order to be able to extend the port state control to labour standards applied on board all ships calling at European ports regardless of the flag and the nationality of seafarers.	2006/TREN/007
Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council modifying Regulation (EC) No 1592/2002 with a view to extending the tasks of the European Aviation Safety Agency (EASA) to the domains of Air Traffic Management (ATM), Air Navigation Services (ANS) and airports	Legislative Proposal / Regulation	The extension of EASA's tasks related to rulemaking (safety & interoperability), certification, licensing and standardisation of services and organisations across Member States, in the domains of ATM, ANS and airports.	2006/TREN/033

IV EXTERNAL

Title English	Type of proposal or act	Description of scope and objectives	Reference number
Communication from the Commission to the Council and the European Parliament on an "EU Governance Facility for Africa"	Non-legislative action / Commission Communication	The EU will back African-owned efforts to improve governance. The EU must encourage and support African countries to systematically develop good governance plan within their national PRSP. A powerful tool to further boost efforts is, in particular, the voluntary African Peer Review Mechanism (APRM) and the reforms that it will trigger. To this aim, the Commission will launch a Governance Initiative that will encourage participation in the APRM process and provide further support to African countries for the implementation of their APRM-driven reforms. This support should be additional to, and fully in line with, Poverty Reduction Strategy Papers and should respect African ownership both of the process and the reforms pursued.	2006/DEV/005
EU-Africa partnership on infrastructure. A response to Africa's strategy for regional economic growth and integration	Non-legislative action / Commission Communication	Ongoing efforts to develop and sustain Africa's infrastructure and access to services must accelerate for economic growth that contributes to reduce poverty. The Commission proposes to establish an EU-Africa Partnership for Infrastructure to support and develop sustainable Networks that facilitate interconnectivity at a continental level for the promotion of regional integration. The Partnership for Infrastructure should encompass investments in trans-boundary and regional infrastructure and their regulatory frameworks in the widest sense. African ownership will come through close engagement with African continental and regional institutions – the AU/NEPAD and the RECs.	2006/DEV/006
Communication to the Council and the European Parliament on a EU Development Support Strategy for the Pacific Region	Non-legislative action / Commission Communication	Update of EU/EC policy vis-à-vis the Pacific region to enhance efficiency of EC assistance.	2006/DEV/002
Communication from the Commission to the Council, the European Parliament and the European Economic and Social Committee on an EU development support strategy for the Caribbean	Non-legislative action / Commission Communication	The Communication will provide for a political and implementation strategy framework to ensure that the EU supports the efforts of the Caribbean to tackle their vulnerabilities, complete their regional integration process and reposition themselves as a high potential added value region. The strategy will also contribute to the creation of a single coherent and comprehensive EU policy towards the Caribbean.	2006/DEV/004
Communication from the Commission to the Council and the European Parliament on the monitoring of Bulgaria and Romania composed of: • Summary Paper on the Comprehensive Monitoring Reports for Bulgaria and Romania • Comprehensive Monitoring Reports for Bulgaria and Romania	Non-legislative action / Commission Communication	The Summary Paper for Bulgaria and Romania will specifically focus on the final preparations for accession by identifying the main gaps and make recommendations, if appropriate. The comprehensive monitoring reports cover the progress made by the 2 countries towards accession (Commission staff working papers - 100 pages)	2006/ELARG/001

Communication from the Commission to the Council and the European Parliament on the 2006 Enlargement Package composed of: • Strategy Paper on Enlargement • Progress Reports on Croatia, Turkey, Albania, Bosnia & Herzegovina, the former Yugoslav Republic of Macedonia, Serbia & Montenegro/Kosovo • Comprehensive Monitoring Reports for Bulgaria and Romania	Non-legislative action / Commission Communication	The Strategy Paper contains the main findings of the Progress and Monitoring Reports and includes proposals for policy recommendations. The Progress Reports contain the progress made by Croatia and Turkey towards accession as well as the progress made in implementing the Stabilisation and Association process by Albania, Bosnia & Herzegovina, the former Yugoslav Republic of Macedonia, Serbia & Montenegro including Kosovo (Commission staff working papers). The Comprehensive Monitoring Reports contain the progress made by Bulgaria and Romania towards accession.	2006/ELARG/002
Communication concerning the Establishment of The Global Renewable Energy Fund of Funds -- An Innovative Public-Private Financing Mechanism in support of the Global Sustainable Development Agenda	Non-legislative action / Commission Communication	The Communication will provide an outline of the key features of the proposed innovative public-private financing mechanism which aims to (1) create affordable "patient" risk capital so as to increase access to risk capital for renewable energy entrepreneurs and project developers, (2) increase engagement of private sector experts and investors, and (3) increase the leverage of public sector funds. In addition to the strong focus on Developing Countries, Europe and its neighbouring countries will also be considered.	2006/ENV/015
Communication on a EU External Relations Strategy to Counter Terrorism	Non-legislative action / Commission Communication	The communication is intended to develop a horizontal strategy to encourage projects aimed at countering terrorism in third states through the appropriate legal instruments under the new financial perspectives (2007-2013).	2006/RELEX/012
Communication on a Strategy for non-proliferation and disarmament of WMD and Programming of the Community contribution	Non-legislative action / Commission Communication	The communication is intended to define a strategic framework for initiatives and projects against the proliferation of WMD, to be implemented through the appropriate legal instruments under the new financial perspectives (2007-2013).	2006/RELEX/014
Commission Communication: "Conventional Disarmament as contribution to Human security"	Non-legislative action / Commission Communication	The communication aims at extending the scope of the Anti-Personnel Landmines Regulations (1724/01 and 1725/01), which provide a stepping stone for a wider action on weapons removal. This Communication will pave the way to the Multi-annual Programming exercises under appropriate legal instruments (e.g. Stability, Pre-accession, Neighbourhood and Development Instruments).	2006/RELEX/013
Proposal for a Council decision establishing negotiating directives for an enhanced agreement to replace, or amend, the Partnership and Co-operation Agreement between the European Community and its Member States and Ukraine	Agr. with third countries / Draft or recom. for a neg. mandate	Content to be defined, subject to further discussion with Member States and Ukraine. Objective is to define the overall framework for EU - Ukraine relations after the end of the initial 10 year period of the PCA.	2006/RELEX/019
New ENP action plans and first reviews of ENP Action Plan Implementation	Non-legislative action / Commission working paper	Action plans will be set up with Egypt, Lebanon, Armenia, Azerbaijan and Georgia. For Algeria a country report will be established. Première évaluation de la mise en oeuvre des plans Politique Européenne de Voisinage pour la Moldavie, l'Ukraine, le Maroc, la Tunisie, la Jordanie, Israël et l'Autorité palestinienne. Une communication accompagnera le document des services présentant les conclusions de cette évaluation.	2006/RELEX/007
The EU and China	Non-legislative action / Commission Communication	China's rise as a major global player and the development of its relations with the EU make it necessary to define a new comprehensive strategy over the next five years. This strategy will	2005/RELEX+/040

		bring together, in a single framework: – A Communication defining a new general strategy for EU-China relations over the next five years and updating the 2003 Communication. – A specific Communication offering a pro-active vision for trade and investment relations with China for the next five years. 2006 will be the final year of the 5 year transition period granted to China to fully implement her WTO commitments in most areas: a timely opportunity to comprehensively review China's implementation of her WTO commitments and to propose a forward- looking strategy to "close the gaps"	
Communication of the Commission to the Council, the European Parliament and the European Economic and Social Committee on External Aspects of Competitiveness	Non-legislative action / Commission Communication	The top priority today is to restore sustainable dynamic growth and jobs in Europe with a view to put Europe back on track to long term prosperity, in accordance with the new Lisbon strategy. In the last decade, Europe's growth and productivity gains have failed to match those of its major economic partners. A low labour force participation and employment ratio give rise to sluggish internal demand, low investment and innovation, and directly feed oppositions to structural change as well as to open and competitive markets. Greater openness to trade and investment represents a major engine of growth and productivity gains through greater competition, better specialisation based on comparative advantage, innovations generated by greater competition, the technology included in foreign imports and investments, and increased economies of scale. Trade negotiations can offer new opportunities to open new markets for European exports and better rules to improve fair competition with a view to develop qualified jobs in Europe. The Communication will assess a critical review of the current trade policy impact on European competitiveness and make some recommendations on trade and trade-related policies to maximise their contribution to the main objectives of the new Growth and Jobs Strategy. The Communication will represent a general framework for new initiatives in trade and trade-related policies and will pave the way for more specific Communications and EU actions.i	2006/TRADE/001
Communication of the Commission to the Council, the European Parliament and the European Economic and Social Committee on the renewed Market Access Strategy	Non-legislative action / Commission Communication	L'adaptation des modalités d'action de la Stratégie Européenne d'Accès aux Marchés est nécessaire pour développer l'ouverture des marchés mondiaux, au bénéfice de l'Union européenne comme des pays tiers. Il s'agit d'utiliser au mieux l'ensemble des instruments de politique commerciale, qu'ils impliquent des négociations aux niveaux multilatéral régional et bilatéral ou qu'ils prennent la forme d'instruments spécifiques tels que le dialogue réglementaire qui vise à suivre la bonne mise en œuvre des engagements pris par nos partenaires. L'interactivité avec les entreprises européennes découlant de l'utilisation de la Base de Données Accès aux Marchés constitue à cet égard un atout qu'il convient d'exploiter plus finement. En termes de politique commerciale, les objectifs concernent la facilitation des exportations de biens et de services, et des investissements, notamment dans les pays émergents à fort potentiel de croissance Il s'agit aussi, en levant les barrières à l'accès aux marchés où qu'elles se trouvent, d'aider les entreprises européennes travaillant dans les secteurs à plus fort potentiel, à tirer profit de la spécialisation sectorielle mondiale par des économies d'échelle. Il est prévu que les critères d'importance de ces pays et secteurs soient énoncés dans une communication de la	2006/TRADE/002

		Commission prévue pour avril 2006 sur le thème des aspects externes de la compétitivité.	

Draft recommendation for a negotiation Mandate. Economic integration and free trade agreement with the Republic of Ukraine	Agr. with third countries / Draft or recom. for a neg. mandate	The proposal will request a mandate from the Council to negotiate an economic integration and free trade agreement with the Republic of Ukraine. The objectives of the agreement are to foster trade, investment and economic ties between the EU and Ukraine, which is an important neighbour of the enlarged EU.	2006/TRADE+/003
Communication to the European Parliament and the Council on the development of energy markets with neighbouring countries	Non-legislative action / Commission Communication	La communication portera sur la création d'un marché de l'énergie avec les pays voisins fondé sur la complémentarité des stratégies énergétiques de l'Union et de ses voisins immédiats, qu'ils soient producteurs, consommateurs, ou pays de transits. L'objectif est de concourir par la création de ce marché à la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Union Européenne qui, dans les décennies à venir, devrait demeurer fortement dépendante des sources externes d'énergies fossiles.	2006/TREN+/015